

170, BOULEVARD DU MONT-PARNASSE

75014 PARIS - FRANCE

TÉL. 325-36-74

C. C. P. 1248-74 PARIS

D 342 BRESIL: CONFLIT MEURTRIER DANS LA ZONE RURALE DE BOA VISTA

Une fois de plus, mais aujourd'hui dans l'Etat du Pará, une affaire de délimitation de terres prend un tour violent (Cf. DIAL D 325). Le 27 octobre 1976, dans la région de Boa Vista, au lieu-dit Perdidos, un affrontement entre petits cultivateurs et policiers militaires protégeant les arpenteurs de l'Institut national de colonisation et de réforme agraire (INCRA) se soldait par la mort de deux soldats et plusieurs blessés. Une soixantaine de personnes devaient être arrêtées; le curé du lieu, le P. Maboni, l'était à son tour, une première fois le 31 octobre et une seconde, définitivement, le 3 novembre. Le 16 novembre suivant, vingt-trois paysans et le prêtre étaient officiellement inculpés pour atteinte à la loi sur la sécurité nationale.

Très vite, l'opération policière se transformait en accusation du clergé en milieu rural. La pièce maîtresse de cette accusation est l'interview - dont l'authenticité est contestée par l'épiscopat brésilien - du P. Maboni, publiée dans la plupart des grands journaux du pays le 17 novembre, c'est-à-dire le lendemain même de la déclaration retentissante de l'épiscopat brésilien sur la situation politique (Cf. DIAL D 339). Il semble bien que cette affaire soit la première riposte des milieux gouvernementaux à cette déclaration.

Ci-dessous, quelques pièces du dossier:

- Historique de l'affaire par l'INCRA;
- Interview du P. Maboni
- Lettre de l'évêque de Conceição do Araguaia et billet du P. Maboni.

(Note DIAL)

1- COMMUNIQUE DE L'INSTITUT NATIONAL DE COLONISATION ET DE REFORME AGRARIE (10 novembre 1976)

Suite aux regrettables événements qui se sont produits à Conceição do Araguaia et à la déformation des faits dans la presse, l'INCRA s'adresse à l'opinion publique pour donner les éclaircissements suivants:

- 1- En 1945, l'Etat du Pará a donné des terres à la Fondation Brésil-centre.
- 2- En 1959, cette Fondation a transféré la propriété de ces terres à quelques trente (30) personnes.
- 3- En 1961, l'Etat du Pará a annulé la donation en question et commencé la vente de lots dans cette zone avec attribution de titres de propriété.

4- Postérieurement, l'Etat du Pará a reconnu la validité de la donation faite à la Fondation Brésil-centre.

5- A partir de cette époque, une lutte intense a commencé entre, d'un côté, ceux qui avaient reçu les terres de la Fondation Brésil-centre et, de l'autre, les acquéreurs des terres vendues par l'Etat du Pará.

6- La zone se trouve "sub judice" devant les affaires judiciaires de la Justice fédérale de l'Etat du Pará, dans l'attente d'une décision concernant les mesures administratives à prendre nécessairement.

7- Parallèlement, cependant, dans le cadre du Programme opérationnel du projet foncier de Conceição do Araguaia, et suite aux revendications légitimes de cultivateurs résidant dans la région mais en dehors de l'aire "sub judice", l'INCRA a procédé aux premières délimitations en vue de séparer les terres citées plus haut, des terres vierges de l'Union fédérale qui se trouvent sous juridiction de l'INCRA et dont les titres de propriété peuvent être régularisés au bénéfice de ses occupants légitimes.

8- Alors que commençaient les travaux de bornage des terres vierges de l'Union fédérale, qui devaient être attribuées aux cultivateurs les occupant légitimement par une mise en valeur effective et une résidence habituelle, les arpenteurs de l'INCRA firent l'objet de menaces de mort. En conséquence, la Coordination régionale de l'INCRA demanda la protection des autorités de l'Etat de sorte que ses agents puissent mener à bien les travaux de bornage, les visites d'inspection, etc.

9- Les protections ayant été accordées, les travaux continuèrent, à l'occasion desquels les équipes d'arpenteurs et les forces de l'ordre tombèrent dans une embuscade se soldant malheureusement par la mort de deux soldats et par des blessures pour plusieurs personnes.

10- Après l'attaque, la Police de l'Etat du Pará prit les dispositions nécessaires pour écarter de la zone les instigateurs et leurs exécutants, en rétablissant ainsi les conditions indispensables à la poursuite des travaux de bornage, aujourd'hui en voie d'achèvement. Une enquête policière a été ouverte, ainsi qu'il est de rigueur, et surtout du fait qu'il y a eu des victimes.

11- Tout porte à croire que les instigateurs ont agi pour le compte de courtiers véreux.

12- Au terme de sa tâche, l'INCRA a identifié près de quatre-cent cinquante familles d'occupants légitimes, installées sur des terres de l'Union fédérale, aptes à se voir reconnues propriétaires par le gouvernement, et qui, très significativement, travaillent au bornage avec l'INCRA.

13- Il faut souligner que ces quatre-cent cinquante familles ne se situent pas dans l'aire "sub judice", ainsi que voulaient le faire croire les instigateurs. Dans les trente jours, elles commenceront à recevoir les titres de propriété qui leur garantiront la permanence sur leurs terres, conformément à ce que l'INCRA leur avait fait savoir au début des travaux.

14- La régularisation de la situation des cultivateurs enlève toute raison d'être aux efforts des individus qui voudraient voir cette région devenir objet de tensions sociales ou terrain livré à l'action néfaste des courtiers véreux.

15- Il est, en ce sens, étrange de voir des personnes chercher à dénigrer le comportement de l'INCRA, ce qui a conduit certains à commettre des actes insensés.

16- L'INCRA ne dévie pas des directives données par le gouvernement fédéral qui ne peut accepter les comportements paternalistes d'irresponsables, à plus forte raison quand elles s'accompagnent de violations de la loi ou anticipent sur des décisions appartenant au pouvoir judiciaire; et qui ne peut pas non plus accepter des revendications ou des pressions, d'où qu'elles viennent, quand elles font appel à la violence.

2- INTERVIEW DU P. MABONI (17 novembre 1976)

Question - P. Maboni, vous êtes devant la presse accréditée pour tout le Brésil (1). Est-ce librement et spontanément que vous donnez votre point de vue sur les événements qui se sont dernièrement produits à Perdidos, dans le sud-est du Pará et qui ont abouti au meurtre de deux soldats de la Police militaire?

Réponse - C'est avec joie que je me propose de raconter sobrement ce que j'ai pu savoir à Boa Vista et dans les environs. Quand je suis arrivé dans cette localité, j'ai trouvé une population en ébullition et je suis resté perplexe devant ses problèmes.

Q - P. Maboni, vous avez exercé votre ministère dans quels diocèses du Brésil?

R - J'ai exercé mon ministère sacerdotal dans les diocèses d'Uruguai-ana, de Santo Ângelo, dans la prélature de Marabá et maintenant dans celle de Conceição do Araguaia. Quand j'étais dans ces diocèses du Rio Grande do Sul où j'ai travaillé seize ans, je n'ai jamais rencontré ce genre de problèmes entre petits cultivateurs et grands propriétaires, et encore moins des conflits avec le gouvernement.

Q - P. Maboni, pourquoi vous trouvez-vous maintenant dans la prélature de Conceição do Araguaia, dans le sud-est du Pará?

R - Je me trouve dans la prélature de Conceição do Araguaia parce que j'ai été envoyé par Mgr Estanislau Kreutz pour aider les évêques de cette prélature, à savoir Mgr Estêvão et Mgr Alano. Comme la prélature de Marabá a été partagée en deux, nous avons maintenant deux prélatures: celle de Marabá et celle de Conceição do Araguaia. J'ai été détaché au service de la prélature de Conceição.

Q - P. Maboni, quelle a été votre participation aux événements de Perdidos?

R - Quand je suis arrivé à Conceição do Araguaia, où je suis resté

(1) Le principe de cette interview a été arrêté lors d'une rencontre entre M. Oliveira Bastos, rédacteur en chef du journal "Correio Braziliense", et le général Figueiredo, commandant la 8e Région militaire. Officiellement, c'est le journaliste Carlos Flexa, du journal "A Província do Pará" qui a fait l'interview. Mais la fin de l'interview, étrange, donne à croire qu'il s'agit en réalité d'un enregistrement pour la télévision. (N.d.T.)

trois jours, l'évêque, Mgr Estêvão, m'a remis une lettre en me chargeant de la lire aux habitants de la localité de Boa Vista (2). Je suis arrivé à Boa Vista le 27 octobre à 18 H 30, après les événements tragiques de la mort des deux soldats de la Police militaire. Le village était sens dessus dessous. A l'église on ne pouvait guère prier, car les gens étaient en ébullition. J'ai essayé de ramener calme et d'entrer en contact avec les autorités. La situation s'est alors un peu calmée et, comme j'étais là, j'en ai profité pour donner lecture de la lettre de l'évêque, Mgr Estêvão. C'est une lettre dure, difficile à comprendre pour les gens simples comme les paysans du coin, du moins à mon avis.

Q - P. Maboni, vous reconnaissez que cette lettre a été écrite par l'évêque de la prélature de Conceição do Aaraguaia?

R - Oui, je le reconnais puisqu'il y a l'en-tête "Prélature de Conceição do Aaraguaia". J'identifie parfaitement cette lettre écrite sur deux pages, avec la signature de Mgr Estêvão Cardoso de Aguillar (3). Il y a une phrase qui m'a particulièrement choqué, quand il parle de "notre chère Patrie (4) si affectée par les abus du pouvoir économique". J'ai trouvé que cette phrase était très dure et que les gens n'étaient pas capables de comprendre; j'ai pensé qu'elle était blessante pour les autorités, qui sont légitimement constituées, et qu'elle allait contribuer à augmenter les tensions existantes.

Q - P. Maboni, l'Eglise a toujours tourné ses regards vers Dieu. Depuis quelque temps elle s'est retournée vers l'homme et a changé sa manière de penser. A votre avis, quelle est cette nouvelle manière?

R - A mon avis, la manière de penser de l'Eglise après Vatican II peut se comprendre de deux façons. Pour les gens éclairés et bien orientés du point de vue religieux, comme aussi du point de vue des lois civiles, elle peut contribuer au bonheur de l'homme. Mais c'est, disons, une arme à double tranchant, car elle peut devenir négative si elle est mise entre les mains de personnes sans expérience et même, disons-le, de gens aux mauvaises intentions. C'est ainsi qu'il y a beaucoup de prêtres, beaucoup d'évêques, beaucoup d'agents pastoraux qui utilisent l'Eglise comme paravent, mais qui agissent comme de véritables socialistes, comme de véritables communistes. Ils transforment l'Eglise: au lieu qu'elle soit une Eglise constructive, ils en font une Eglise destructive. Voilà ce que je pense.

Q - P. Maboni, une pensée aussi claire nous invite à vous poser une question. Vous avez envoyé un billet aux paysans au moment de la rébellion (5); nous vous demandons si vous reconnaissez ce billet comme étant celui que vous avez fait parvenir aux paysans?

R - Oui, je le reconnais. D'ailleurs c'est écrit là: "Boa Vista, le 30 octobre 1976". Ce billet se base sur deux choses. D'abord sur la let-

(2) Cf. 3e document de ce dossier (N.d.T.) - (3) Le vrai nom est en fait: Estêvão Cardoso de Avelar (N.d.T.)

(4) La lettre parle de "région" et non de "patrie" (N.d.T.)

(5) Cf. 4e document de ce dossier (N.d.T.) - (6) Ce billet aurait, selon les journaux, "incité les paysans à l'attaque" Or le billet est du 30 et l'attaque a eu lieu le 27(N.d.T.)

tre de l'évêque dans laquelle il m'a chargé d'aller dans cette localité, d'y ramener le calme, quand il parle dans sa lettre de l'attaque ou des pressions qui sont faites sur les gens. Devant ça, j'ai écrit ce billet pour leur dire que nous étions en difficulté, que nous étions injustement opprimés; je l'ai fait parce que la lettre envoyée par l'évêque allait dans ce sens-là. En second lieu, c'est à cause de l'oppression ou, plus exactement, des gens accourus de la forêt, de la femme et des enfants venus me supplier d'écrire un billet pour calmer la population de l'intérieur du pays. C'est pour ça aussi que je l'ai écrit.

Q - P. Maboni, il y a dans ce billet une phrase: "Paysans, nous sommes donc attaqués injustement". Cette phrase conduit-elle la masse ignorante, ainsi que vous l'avez qualifiée, la conduit-elle au spiritualisme ou à la violence?

R - Comme je l'ai expliqué tout à l'heure, cette phrase peut conduire au spiritualisme ou au matérialisme, selon qu'elle est comprise par des gens éclairés, ou moins éclairés comme c'est le cas des paysans, des petits cultivateurs. Les gens simples penchent toujours du côté le pire, du côté le plus faible, et c'est ce que j'ai dit tout à l'heure en parlant de certaines personnes qui sont imprudentes quand elles orientent les gens dans ce sens-là. Si je continuais à orienter les gens comme ça, je deviendrais un agent du communisme puisque je les pousserais contre les autorités, et aussi au désordre. Je reconnais que je me suis trompé, d'abord parce que j'ai cru à la lettre de l'évêque, et ensuite par ignorance de la réalité: la situation dans le Nord est vraiment différente de notre situation dans le Sud.

Q - P. Maboni, suite à ce que vous venez de dire, croyez-vous que les évêques sont en train d'orienter les paysans à gauche?

R - En arrivant ici, dans le Nord, j'ai reçu un choc terrible en voyant le comportement de l'Eglise, c'est-à-dire des évêques de la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB), et les orientations qui venaient du groupe. Ce n'était pas mes orientations, ce n'était pas ma façon de penser. Je sentais que cela n'allait pas dans le sens du spiritualisme; au contraire, cela menait au matérialisme et donc, au lieu de construire l'homme, cela le détruirait. J'ai vu que c'était une orientation négative et c'est pourquoi j'ai décidé maintenant de quitter le Nord pour pouvoir prendre une autre attitude.

Q - Vous pensez donc que dans la région les évêques orientent les paysans à gauche?

R - Pour répondre à votre question, je trouve qu'avec la lettre de Mgr Estêvão et avec les orientations du sommet de la Conférence nationale des évêques du Brésil, cela permet de croire qu'il s'agit d'une orientation à gauche. En cherchant à aller à la rencontre de la partie matérielle, ils oublient la partie spirituelle.

Q - P. Maboni, qu'avez-vous l'intention de faire après les événements que vous avez qualifiés de douloureux?

R - Après ces tragiques événements que j'ai ressentis dans la chair, j'ai l'intention de me tailler le plus vite possible de toute cette agitation, pour retourner dans le Rio Grande do Sul, dans mon diocèse de Santa Ângelo, là où la partie religieuse est bien mieux organisée, tout comme les relations avec les autorités civiles.

Q - P. Maboni, pensez-vous que la rébellion des paysans de Perdidos est un fait isolé ou que cela s'inscrit dans un ensemble avec des mots d'ordre?

R - Je ne crois pas qu'il s'agisse d'un cas isolé, mais d'un ensemble. Cela veut dire que ce qui se passe dépend des orientations du sommet, c'est-à-dire des orientations de la Conférence nationale des évêques du Brésil, des orientations des évêques de la région, qu'ils soient archevêques ou évêques; car c'est eux, comme je viens de la dire, qui orientent vers la partie matérielle et, avec ça, qui s'engagent dans un sens matérialiste et non pas spirituel (7).

Q - Pour continuer, pourriez-vous citer d'autres faits, dans la région, qui entrent aussi dans cet ensemble, comme les faits qui se sont produits à Perdidos?

R - Eh bien! j'en connais d'autres dans les environs, comme ce qui s'est passé avec les américains (8), comme ce qui s'est passé à São Pedro, comme aussi à Palestina, ou comme à Itaipava. J'en ai entendu parler ces jours-ci. Et des agents pastoraux qui cherchaient, semble-t-il, à pousser les gens en travers de ma route.

Q - P. Maboni, qui sont ces agents que vous dites qui poussent les paysans?

R - Il y a les agents pastoraux en général, comme les évêques du sommet, c'est-à-dire de la Conférence nationale des évêques du Brésil. Après, il y a aussi des évêques; ensuite les agents laïcs, des agents pastoraux qui sont préparés, qui viennent de plusieurs endroits comme la France, l'Amérique du nord, l'Italie. Alors, ces gens-là qui viennent d'un milieu différent, ils arrivent ici, ils reçoivent les orientations des évêques, et ils les appliquent comme ils les appliqueraient là-bas dans leur pays, et ils les appliquent mal.

Q - P. Maboni, est-ce à dire qu'il y a une infiltration communiste dans les communautés de base par l'intermédiaire de des agents pastoraux et du clergé?

R - Oui, il y en a une, comme je l'ai déjà dit, puisque ces agents pastoraux laïcs sont mal orientés. Ils mettent en pratique ce qu'ils pensent. Ils organisent des groupes, ils réunissent des gens et alors, avec les "leaders" locaux, ils transforment l'ambiance en ambiance communiste pesante. Une ambiance négative. On peut dire: une ambiance communiste ou matérialiste, pas du tout religieuse et encore moins humaine et constructive.

(7) Les évêques de la région en question sont respectivement: Mgr Alano Pena, pour Marabá; Mgr Estêvão Cardoso, pour Conceição do Araguaia; Mgr Pedro Casaldáliga, fiché depuis longtemps par la police, pour São Félix; et Mgr Tomás Balduino, président de la Commission pastorale de la terre, de la CNBB, pour Goiás. Il est question de regrouper structurellement ces évêques dans une nouvelle Région de la CNBB. (N.d.T.)

(8) Un américain et ses deux fils, propriétaires d'un grand domaine dans le Pará, ont été assassinés par des paysans en juillet 1976. Les autres noms cités sont des conflits du même type qui vont se généralisant. (N.d.T.)

Q - P. Maboni, dans la communauté de Perdidos, où se sont produits les événements que l'on sait, y a-t-il des agents pastoraux actifs?

R - Autant que je sache, car je suis arrivé à Conceição do Araguaia il n'y a que quelques jours, trois jours à peine que j'étais là, je n'ai pas encore pu me renseigner. Il y a des agents pastoraux ici à São Geraldo, comme Daniel, Régina, André; ils sont aussi chargés de s'occuper des autres localités de la région. J'ignore s'il y en a d'autres venus de l'extérieur.

Q - P. Maboni, que pensez-vous de la bonne nouvelle et des communautés de base? Comment travaillent-elles?

R - Elles regardent d'abord la réalité géographique et démographique. Après elles se réunissent avec les "leaders", et avec eux elles se mettent à pousser les gens, à les encourager, à les transformer, bref cette orientation qui, à mon avis, est négative.

Q - P. Maboni, peut-on considérer le noyautage des communautés de base comme étant de type socialiste?

R - Elles sont noyautées par des agents pastoraux mal orientés. Cela va conduire au communisme, comme je viens de l'expliquer. Mais si c'est fait par des agents pastoraux bien intentionnés, cela permet de collaborer avec les autorités constituées, de mettre de l'ordre et de faire un travail constructif. Les communautés de base, c'est donc une arme à double tranchant: elles peuvent construire ou détruire. On peut les mener à la vérité ou à l'erreur. L'erreur, c'est l'attitude communiste, l'attitude d'agitation, de destruction.

Q - P. Maboni, êtes-vous déjà allé en mission à l'étranger?

R - Moi? jusqu'à maintenant, non. Uniquement au Brésil. Je viens du Rio Grande do Sul, de Santo Ângelo, comme je l'ai dit, un diocèse très bien organisé administrativement...

Q - P. Maboni, comment avez-vous été traité pendant votre interrogatoire? Qu'avez-vous pensé en lisant les journaux que nous vous avons passés et en voyant des évêques qui parlent de torture?

R - J'ai été bien traité. Je dois même féliciter la Police militaire du Pará pour son attitude de maturité à laquelle je ne m'attendais pas, tant de la part des officiers que de celle des subalternes. Je tiens aussi à remercier les présentateurs et les journalistes de cette chaîne de télévision, et à dire à toute la Nation qu'avant d'être un prêtre, je suis un bon brésilien qui a servi sa chère patrie pendant seize ans dans le sud. J'espère mourir avec la croix et l'épée levées au service du bonheur de l'homme, en agissant de telle sorte que notre sécurité ne soit pas seulement une sécurité factice, mais une sécurité spirituelle et une sécurité civile réelles. Je vous remercie.

3- LETTRE DE L'ÉVÊQUE DE CONCEIÇÃO DO ARAGUAIA AUX PAYSANS (27 octobre)

Conceição do Araguaia, le 27 octobre 1976

Aux frères de Boa Vista,

La paix et la tranquillité vous soient données en Jésus-Christ notre Seigneur.

Bien que je ne vous connaisse pas encore, et en regrettant beaucoup de ne pas vous avoir encore rendu visite jusqu'à maintenant, je vous écris cette lettre, en tant qu'évêque de Conceição do Araguaia, pour vous assurer de mon soutien et de toute ma solidarité dans vos souffrances et dans vos luttes.

Dans l'impossibilité pour moi d'aller personnellement chez vous, je vous envoie mon représentant, le P. Florentino Maboni. Il vous dira combien je vous estime et je vous aime en Jésus-Christ. Il sera au milieu de vous comme le missionnaire du Christ pour vous apporter à tous la parole libératrice de l'évangile.

J'espère qu'il vous trouvera en pleine tranquillité, malgré les maux qui menacent de détruire le bonheur des familles de votre communauté. Les forces du mal ne peuvent rien contre les disciples du Christ.

Vous souffrez, vous êtes opprimés par les puissants, mais la libération viendra.

Je dois vous dire que je fais les démarches nécessaires pour que la justice soit rendue et que vous puissiez continuer à vivre tranquillement sur vos terres, pour la paix de notre chère région si affectée par les abus du pouvoir économique.

Votre frère plus âgé qui vous souhaite beaucoup de bien.

Estêvão Cardoso de Avelar S.J.
évêque de la prélatrice de Conceição do Araguaia

4- BILLET DU MABONI, PUBLIÉ PAR LA POLICE

Boa Vista, le 30 octobre 1976

Aux paysans,

Je vous fais savoir qu'il y a six soldats de la Police militaire au bord du fleuve, au débarcadère de João Lima. Ils arrêtent tous ceux qui veulent passer. Paysans, nous sommes donc attaqués injustement.

Le curé de Boa Vista,
P. Florentino Maboni

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 140 F - Etranger 160 F
(avion: tarif spécial)

Directeur de la publication: Charles ANTOINE
Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris
Commission paritaire de presse: n° 56249